



**R o y a u m e d e B e l g i q u e**

Intervention de S.E. Monsieur Marc Pecsteen de Buytswerve,  
Ambassadeur, Représentant Permanent

Au Conseil de sécurité des Nations Unies

**Réunion en « formule Arria »**  
**Inequalities between men and women in political participation**

New York, le 13 mars 2019

---

Madame La Ministre,

- Le Burkina Faso et le Mali sont deux des trois pays clés dans notre troisième plan d'action Femmes, Paix et Sécurité. La participation des femmes dans les processus de paix et sécurité en est un des objectifs horizontaux. Ce sujet est donc d'une importance particulière pour notre pays et nous remercions la France et l'Allemagne pour l'organisation de cet Arria.
- La Belgique salue les efforts entrepris pour mieux intégrer les femmes dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la Réconciliation au Mali. Cela indique une volonté politique, mais nous encourageons cependant à concrétiser ces ambitions, et notre pays a soutenu financièrement des initiatives en ce sens. L'inclusion de médiatrices et négociatrices locales est indispensable, car elles connaissent mieux la situation sur le terrain. Or, ce n'est pas l'expertise qui manque: un grand nombre de femmes ont une longue expérience de la société civile et des organisations qui font la promotion des droits des femmes au Mali depuis les années 1990. L'inclusion du genre dans le mandat de la Commission Vérité, justice et réconciliation pourrait être développée et étendue à d'autres parties au processus de paix. A ce stade de la mise en œuvre de l'Accord, il est encore temps de promouvoir une participation accrue des femmes dans le processus de paix.
- Notre pays se félicite des efforts que le Burkina et le Mali ont entrepris pour valoriser la présence féminine – et l'approche sensible au genre - au sein des

forces de défense et de sécurité dans le cadre des processus de réforme du secteur de la sécurité (RSS) entamés dans ces 2 pays. Il a été démontré que cette approche a un impact important sur le renforcement de la sécurité, en renforçant les liens de confiance entre population civile et forces de défense et de sécurité.

- En assurant activement une plus forte participation des femmes dans des processus de médiation, on peut aussi renforcer plus largement leur implication dans la société qu'on veut construire. La Belgique soutient des initiatives régionales à ce sujet, notamment le African Women Leaders Network (AWLN). Notre pays et l'Union Africaine ont co-organisé avec eux en 2018 un séminaire sur le rôle des médiatrices africaines, en présence de notre Reine et Ministre des Affaires Etrangères. Je veux pour finir partager avec vous les 5 conclusions principales de cet événement, qui demeurent valables aujourd'hui:
  1. La (faible) participation des femmes dans la médiation reflète la (faible) participation des femmes en général ; les facteurs sont structurels ou sociétaux. La « professionnalisation » du rôle de médiateur ne permettrait-elle pas de crédibiliser cette fonction pour les femmes, de leur offrir un accès plus facile et ainsi mettre en exergue leurs compétences sur ce terrain encore largement masculin ?
  2. Une médiation inclusive (assurant, entre autres, la participation des femmes) est plus propice à une paix durable que la médiation transactionnelle ;
  3. Le développement des capacités (formations) est utile sans être la panacée ; il faut construire sur les capacités et compétences existantes. Les femmes sont souvent soumises à plus d'exigences que les hommes pour être acceptées dans un processus ;
  4. Les échanges d'expérience sont aussi (ou davantage) utiles. L'événement d'aujourd'hui y contribue ;

5. Les médias et le système d'enseignement doivent être utilisés pour populariser l'image des femmes comme partenaires sérieuses et positives.